



SIERRA LEONE

Intégrer l'adaptation au changement climatique dans la production agricole et la sécurité alimentaire

FONDS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Financement du Fonds pour les PMA	USD 3 074 280
Cofinancement	USD 2 935 000
Achèvement du PANA	Juin 2008
Inscription au programme de travail du Fonds pour les PMA	Septembre 2008
Date prévue d'agrément du DG	Octobre 2009
Dates prévues de début et de fin d'exécution	Mai 2011–mai 2015
Entité d'exécution du FEM	Fonds international de développement agricole (FIDA)
Autres partenaires	ministère des Terres, de l'Aménagement rural et de l'Environnement ; ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire

L'économie sierra-léonaise dépend fortement des ressources naturelles du pays. L'agriculture, qui a contribué en 2006 à quelque 46 % du PIB et emploie plus de 65 % de la population active, constitue le principal secteur économique. La culture du riz, production agricole prédominante, est essentiellement vivrière.

Les effets du changement climatique sont déjà palpables sur place. De fait, la Sierra Leone est actuellement exposée à des risques climatiques tels que les sécheresses saisonnières, les vents violents, les orages, les glissements de terrain, les vagues de chaleur, les inondations et les régimes pluviométriques altérés. Comme le signale le Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) de la Sierra Leone, les communautés pauvres sont celles qui ont le plus souffert de l'impact du changement climatique, car les inondations détruisent leurs cultures et la recrudescence des sécheresses engendre des pénuries d'eau dans certaines régions du pays.

En particulier, du fait de sa grande vulnérabilité au changement climatique, la production végétale a été affectée par des périodes de sécheresse prolongée, y compris pendant la saison des pluies (de juillet à septembre), et par des pluies abondantes en mars qui ont empêché les agriculteurs de brûler leurs champs, provoquant ainsi la prolifération des mauvaises herbes. À titre d'exemple de l'impact attendu du changement climatique sur la production de cultures, on prévoit que les températures supérieures à 25° C freineront la production rizicole et entraîneront une baisse des rendements. De même, on estime que d'autres productions, comme le maïs, le millet et le cacao, seront affectées négativement par le changement climatique. Étant donné que la production alimentaire dépend entièrement d'une agriculture de subsistance, un fléchissement de la productivité agricole — associé au renchérissement tendanciel des prix des denrées alimentaires — devrait, en définitive, aggraver les problèmes actuels de sécurité alimentaire.



Activités prévues et résultats attendus

Ce projet du Fonds pour les PMA vise à atténuer l'impact du changement climatique sur les groupes vulnérables des campagnes ainsi que sur les ressources naturelles critiques pour le maintien de la production agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Il compte trois composantes principales, axées sur la mise en œuvre de mesures d'adaptation concrètes pour réduire la vulnérabilité de la production alimentaire nationale, assorties de mesures plus générales de renforcement des capacités aux niveaux national et local.

La première composante a pour but d'améliorer la résistance de la culture rizicole à la variabilité climatique, afin de garantir la sécurité alimentaire à long terme. La réalisation de cet objectif passe par différentes activités concrètes, dont la schématisation et la caractérisation de la vulnérabilité de la production rizicole nationale issue des terres marécageuses, la création en vallée de 100 hectares de rizières protégées des effets du changement climatique, et une meilleure protection de la production et des rendements rizicoles vis-à-vis du changement climatique via l'adoption de variétés de riz capables de s'adapter à ce phénomène et de pratiques plus efficaces de gestion des sols et de l'eau.

La deuxième composante s'attache à promouvoir les pratiques de gestion intégrée des ressources naturelles et d'irrigation à l'épreuve du changement climatique. Le PANA de la Sierra Leone souligne que les problèmes de sécurité alimentaire, exacerbés par la modification du climat, peuvent être ramenés à des proportions minimales grâce à l'installation de systèmes d'irrigation adéquats dans les hautes terres et la mise en œuvre de systèmes viables de drainage et de contrôle de l'eau dans les basses terres. Plus concrètement, cela englobe les activités suivantes : a) amélioration du rendement hydraulique pour l'irrigation des hautes terres, b) promotion de dispositifs d'irrigation de faible envergure, c) amélioration des réseaux de drainage et des mesures de contrôle de l'eau, d) formation des organisations paysannes à la gestion durable de l'eau. Au vu de l'augmentation probable des besoins agricoles en eau d'irrigation, il apparaît fondamental d'optimiser l'irrigation agricole. Non seulement les dispositifs d'irrigation améliorés et plus performants aident les exploitants ruraux à maintenir leur production en période de faible pluviométrie, mais ils contribuent également à empêcher la prolifération des mauvaises herbes dans les rizières. Concernant les systèmes de drainage, il est important de prendre en compte l'impact possible du changement climatique sur leur efficacité et leur robustesse.

La dernière composante, qui met l'accent sur le renforcement des capacités, cible deux publics différents : les cadres du pays travaillant principalement au sein du département météorologique, avec la participation d'autres interlocuteurs clés au niveau national, tels que les décideurs ; et la population en général, avec une attention particulière pour les femmes et les enfants. Concernant les capacités des intervenants de la fonction publique, différentes catégories de personnel, comme les prévisionnistes, les observateurs et les techniciens faisant fonctionner les instruments au sein du département météorologique, reçoivent une formation. Par ailleurs, reconnaissant que les informations météorologiques et climatiques jouent un rôle critique pour l'agriculture, cette composante prévoit le perfectionnement ou l'installation de 16 stations météorologiques pour améliorer la fonctionnalité du système de surveillance.

Synergies et coordination

Cette intervention est étroitement liée au *Projet de développement rural et agricole* actuellement mis en œuvre par le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le projet du FIDA vise, de manière générale, à maîtriser la pauvreté rurale dans la région couverte par le projet en accroissant les revenus des groupes cibles, en améliorant les moyens de subsistance des ménages ruraux et en renforçant les capacités des institutions locales. Ce rapprochement avec le *Projet de développement rural et agricole* garantit la coordination avec les activités pertinentes des projets qui lui sont complémentaires. En particulier, des relations sont amorcées avec : a) le projet *La sécurité alimentaire à travers la commercialisation de l'agriculture* soutenu par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/le Gouvernement italien à l'appui de l'instauration et du renforcement d'organisations paysannes viables, pourrait être profitable pour le *Projet de développement rural et agricole* et le projet du FIDA/Fonds pour les PMA dans le domaine du renforcement des capacités des organisations paysannes ; b) la deuxième phase du *Programme de développement durable des semences en Sierra Leone* épaulé par la FAO/le Gouvernement allemand, qui coordonne les initiatives visant à renforcer les capacités de production, de traitement et de diffusion massive de semences ; c) le *Projet de développement agricole à Kambia* financé par l'Agence japonaise de coopération internationale, qui développe des kits techniques pour la production de riz et de légumes ; et d) le programme *Favoriser l'accès des petits agriculteurs aux graines de nERICA pour atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale* mis en œuvre par le Centre du riz pour l'Afrique, avec un financement du FIDA.

Pour tout renseignement

Fonds pour l'environnement mondial
1818 H Street NW
Washington DC 20433 États-Unis

Téléphone : 202-473-0508
Télécopie : 202-522-3240

Août 2009
www.theGEF.org